

L'ennemi est chez nous! (K.L.)

# dans les Casernes

POUR LA MORT

## 4.200 MILLIONS

C'est un chiffre. Mais non pas un chiffre quelconque. Comme le chiffre 13 paraît-il, porte bonheur. Comme un talisman il doit protéger la Paix ?

Il n'est du reste que le premier d'une suite tout aussi miraculeuse. Enfin la Paix s'organise, la paix devient une réalité.

4.200 millions pour moderniser l'armée républicaine. Pour lui donner ce complet caractère métallique et mécanique, seul digne des grands progrès de la science humaine. Enfin ces braves soldats de la République connaîtront moins de fatigue et plus de rapidité. Quel progrès ! La peau de chamois, pourra définitivement remplacer l'étrille, l'essence, l'avoine ; le pointeur avec moins de difficulté touchera son but ; pour vider un caisson, le chargeur perdra moins de temps. Soyez rassurés, jeunes soldats, vous ne risquez rien, deux ans de service militaire suffisent. Les 3 ans, cela n'était qu'un mauvais rêve. Nous attendons impatientement, pour les publier, vos lettres de remerciements à M. Daladier et à tous ceux dont il sert si ponctuellement les généreux intérêts.

La plaisanterie a assez duré. Depuis que dans la célèbre Galerie des Glaces, superbe miroir aux alouettes les diplomates ont signé par un traité, en 1919, un nouvel arrêt de mort du prolétariat, le désarmement général est proclamé nécessaire. Depuis près de vingt ans, autour d'un tapis vert, et à tous les micros du monde, retentissent des appels en faveur de la Paix.

En 1919, pour que nous soyons en sécurité il fallait que « l'ennemi héréditaire » ne possède plus une arme, plus une balle. Il fallait être certain que la « bête infernale » une fois terrassée ne pourrait relever la tête pour à nouveau cracher des flammes.

Un connaisseur en matière d'incendie généralisé, le maréchal Foch, en fin 1927, pouvait affirmer que de ce côté de la poudrière, plus aucun danger ne subsistait !

Mais M. Tardieu, alors inaugurerait la politique de la sécurité par les armes. Pendant que l'Allemagne se faisait museler on avait pu au moins gagner du temps. L'heure était venue, d'ouvrir la course infernale et ainsi commençait la longue suite des provocations et des ripostes inévitables.

Le Capitalisme International avait écrasé le peuple révolutionnaire d'Allemagne. Il l'avait affamé et avait travaillé ainsi à sa soumission au fascisme hitlérien.

La batarde Société des Nations par son inertie congénitale présidait au réarmement clandestin du Reich. Et les faits sont prêts de nous : la ligne Maginot, le service militaire de 2 ans en France, le service obligatoire en Allemagne, l'armement naval et aérien dans le monde, partout les budgets de guerre ac-

crus, le service militaire de deux ans outre-Rhin, 4.200 millions pour l'armée française.

Où cela s'arrêtera-t-il ? C'est donc la politique des Marchands de Canons qui se poursuit. La crise économique ne les a pas atteints. Au contraire, c'est eux qui ont contribué à la créer. Le Prolétariat souffre, trime, se tue chaque jour pour satisfaire leur vorace appétit.

Et nous savons qu'ils ne font, au-dessus de la mêlée internationale, que profiter des contradictions d'un régime et des antagonismes exacerbés des Impérialismes rivaux.

En France, Schneider et Consort vont être mis à la retraite généralement. Mais leurs usines tourneront toujours pour les mêmes buts, pour les mêmes œuvres de mort. Le rendement sera sans doute meilleur et les milliards engloutis dans l'acier fourniront certainement plus de matière. L'Honnêteté y trouve sa part, la mort aussi !

Il faut donc le répéter : il n'existe pas de guerre honnête. Il n'existe pas de guerre possible pour nous jeunes prolétaires. Il n'existe pas non plus de guerre démocratique et libératrice.

Quel est le jeune, sincère, conscient, possédant toutes ses facultés qui pourrait nier que de plus en plus il se sent écrasé, asphyxié sous le poids de tant de préparation meurtrière ?

Y a-t-il des prétextes suffisamment habiles et sournois pour faire accepter aux travailleurs l'idée même, que le sort qu'on leur prépare est acceptable.

Nous continuons à penser que nous n'avons rien à défendre dans le régime présent, par les armes de la bourgeoisie et sous les ordres de celle-ci. Nous pensons avec plus de fermeté et de décision que jamais que la seule guerre que nous puissions concevoir est la guerre des classes, la guerre civile, qui nous libérera d'un joug inhumain et donnera aux peuples du monde l'exemple et l'espoir de leur propre libération.

Mais pour cela, il faut redresser la tête et lutter contre tout ce qui fait la force d'un régime et d'un Etat décadents, lutter contre le renforcement de l'armée, poursuivre notre combat contre les deux ans. Que tous les jeunes qui veulent vivre nous suivent, le chemin est tout tracé.

L. WEITZ

## RIEN DE CHANGÉ ? !...

3° R. T. M., BITCHE-CAMP

Quand M. Daladier, ministre de la guerre, est reçu au chant de l'Internationale, il ne considère pas ce chant comme séditieux.

Il n'en est pas de même pour la plupart des subordonnés du Ministre de la Défense Nationale qui considèrent toujours l'hymne de Pottier comme subversif et, comme tel, répréhensible.

Un jeune appelé, se rendant au camp de Biche, en a fait l'expérience. Il a attrapé dix jours de prison avec un sursis d'un an, pour avoir, dans le train, chanté l'Internationale. Le jeune se défend de l'avoir chantée.

Le plus grave est que les officiers prétendent sévir en vertu d'une circulaire signée de l'actuel Ministre de la Guerre.

Nous ne voulons y croire et nous n'y pouvons.

Nous sommes persuadés que M. Daladier aura à cœur d'adresser une circulaire afin que l'Internationale ne soit plus considérée comme subversive et fera rapporter les punitions.

Dans le cas contraire, nous serons en droit de nous demander : qu'y a-t-il de changé depuis mai 1936 ?

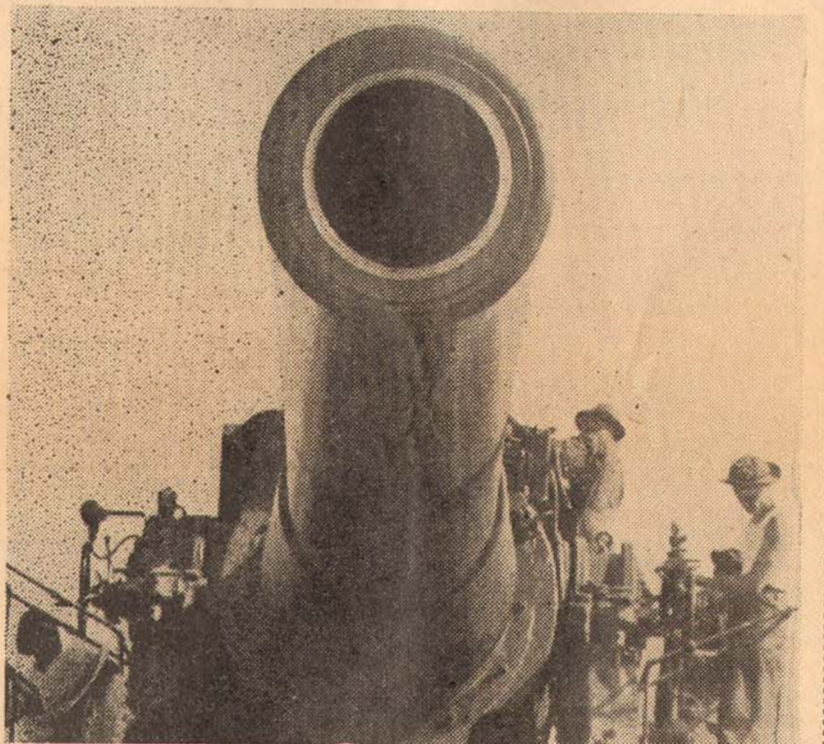
126° R. I., BRIVE

Actuellement on note une importante insuffisance dans l'alimentation.

Depuis plusieurs semaines, dans certaines compagnies, les hommes doivent se contenter d'un quart de vin par jour. Dans d'autres, la soupe est supprimée. Les plats servis habituellement sont mal préparés. La viande, notamment, est de qualité nettement inférieure. Depuis le 15 août on nous sert du vin pourri, imbuvable.

Les officiers, pour expliquer ce changement, ont invoqué le déficit. En admettant qu'il existe réellement, les soldats n'en sont pas la cause. Ce n'est donc pas à eux à en supporter les conséquences. Ils fournissent aussi une autre explication plus importante et plus grave, celle-là. Ils disent que si nous mangeons moins bien qu'au paravant, la faute en incombe au nouveau gouvernement — cela, naturellement, pour le discréditer aux yeux des soldats.

Une fois de plus, nous reconnaissons là la manœuvre des chefs fascistes. Au Front Populaire à prendre les précautions indispensables pour que pareille chose ne puisse se reproduire.



Grosse pièce américaine.

62° R. A., GABÈS

Comment se fait-il que l'on tolère encore dans les régiments d'Afrique ce traitement inhumain que l'on appelle la « pelote » ? Ici, à Gabès, nous la faisons hiver comme été. L'hiver, ça passe ! Mais l'été, aux heures chaudes, de 7 heures et demie du matin à 10 heures et demie et de 2 heures à 5 heures et demie du soir, soit six heures par jour et pour n'importe quel

soldat puni de prison ! Aux manœuvres de Bou-Ficha, le commandant de Philippe fit faire la « tombeau » (c'est encore pire que la « pelote ») en plein soleil, à un trottinette arabe arrivé en retard à l'appel !

Camarades, agissez pour que finisse un traitement semblable, aussi peu digne de la civilisation.

146° R. I. F. CAMP DE JOHANNISBERG

Propos d'un « Bleu »

Nous ne sommes pas bien nourris, mais nous avons refusé des plats et, bas les deux ans ! n'a pas cessé d'être lancé.

Nous avons encore au moins cinq semaines à attendre avant de sortir à quelques kilomètres, le dimanche. 95 % des soldats « râlent » contre les deux ans. 75 % sont pour le Front Populaire. Dans le train, le 2 septembre, l'Internationale a retenti et à

POUR PRÉPARER LA MORT

## 1 MILLIARD

Ce milliard est destiné à la jeunesse. C'est quelque chose de nouveau et nous pourrions nous demander comment un tel projet pourra passer devant les Chambres.

Surtout nous sommes persuadés que ce projet ne restera pas dans les cartons verts d'un ministère. Il prendra jour et promptement !

Que contient-il donc ? M. Dezaraulds, sous-secrétaire d'Etat à l'Education physique, s'est exprimé clairement à ce sujet, dans un récent interview accordé à l'« Humanité », dont nous nous permettons de citer quelques passages :

« Ce projet peut se diviser en trois parties :

1. Jusqu'à 14 ans ; rien de plus facile. Nous trouvons la jeunesse à l'école. Donc éducation et jeux ;

2. De 14 ans à 18 ans, une petite partie s'y trouve encore. Pour elle, l'éducation physique continue, agrémentée de sport maintenant.

M. Dezaraulds en vient maintenant au troisième point de son projet :

— L'éducation pré-militaire obligatoire ! Quelle formule rébarbative. Surtout pour des républicains et des pacifistes comme nous. Mais chacun connaît la volonté de paix de notre démocratie et du Front populaire. Et puis, cela peut faciliter le retour à une durée moins longue du service militaire...

D'ailleurs c'est seulement la situation actuelle qui nous y contraint. Alors que bien avant Hitler déjà, la république allemande avait institué en fait, sous les gouvernements républicains et social-démocrates, une telle préparation militaire !

60 heures par an de préparation militaire, ce n'est pas verser dans la militarisation de la jeunesse, dont nous ne voulons ni les uns ni les autres.

— Ce projet poursuit surtout le but d'améliorer les conditions

physiques de la jeunesse française, de relever notre race... Et puis, secondairement, de fortifier la défense républicaine du pays.

Si la jeunesse de notre pays sait cela, notre projet sera compris et sa réalisation facilitée... »

Assurément votre projet, M. Dezaraulds, nous le comprenons même très bien.

Nous comprenons qu'il faut aider l'enfance, l'adolescence à vivre sainement, mais nous pensions que c'était pour autre chose que pour « relever la race ».

Et ce que nous comprenons mieux encore c'est que la « défense républicaine du pays », ce qui en langage non jésuitique, s'appelle le potentiel de guerre du pays, a besoin de chair à canons bien ferme et résistante.

Il est vrai qu'on nous apprend que la préparation militaire de la jeunesse n'a rien de comparable à la « militarisation de la jeunesse », et qu'elle est bien une des formes du pacifisme de la démocratie puisque les gouvernements républicains et social-démocrates de l'Allemagne, qui ont laissés venir Hitler au pouvoir, l'ont préconisée et mise en application.

Eh ! bien là non plus nous ne marchons pas !

Pourquoi faire appel au pacifisme lorsque l'on prétend entraîner la jeunesse, en flattant ses besoins physiques et sportifs, dans une entreprise de bourrage de crâne et d'asservissement à l'idée de guerre ?

La Bourgeoisie ne s'intéresse aux jeunes que lorsqu'il en découle pour ses intérêts une défense plus certaine. En effet, qu'est-ce que sont 60 heures par an ? Mais pendant 3 ans cela permet d'accrocher dans ses griffes une jeunesse malléable et docile.

Un soldat n'a pas besoin de plus de six mois pour connaître sa fonction de tueur et c'est la seule chose qu'une armée bourgeoise faite pour la rapine, peut lui apprendre !

Si nous nous refusons à cela et si toute notre lutte est dirigée en tous sens contre les forces qui par des chemins détournés ne cherchent qu'à atteindre un même et sombre but c'est que nous savons que la société pour laquelle nous nous sommes jurés de travailler, emploiera « des » milliards pour la vie, et non pas pour la bêtise, l'abrutissement et la mort.

Pierre WELL.

EN 1914

## Jaurès... ET LES AUTRES

« A. Briand, Millerand (1), Delcassé (1) et Thomson font partie de ce ministère de défense nationale. Les socialistes, dont l'influence parlementaire n'est pas négligeable, sont représentés dans ce ministère par deux de leurs chefs les plus réputés : Marcel Sembat et Jules Guesde. Il n'est pas douteux que Jaurès eût pu jouer dans ce ministère, dont la tâche, il ne faut pas se le dissimuler, est redoutable, un rôle de premier plan. Dissemblables par leur passé, mais réunis par la volonté commune de vaincre... »

Jouer un rôle de premier plan dans ce ministère, Jaurès l'eût certes pu, mais l'eût-il voulu ? Qu'on nous permette au moins d'en douter...

Pendant toute la période qui suit le discours de Lyon, Jaurès croit, ou fait semblant de croire (la seconde hypothèse nous paraît la plus probable) à la bonne volonté pacifique du gouvernement français. Son plan de paix consistait à influencer sur le gouvernement français pour qu'il retienne la Russie aux alentours de la guerre, pendant que les socialistes allemands agiraient sur leur gouvernement pour qu'il retienne l'Autriche. C'est la thèse qu'il soutient

d'abord à la C.A.P., le 28 juillet, ensuite à la réunion du Bureau de l'Internationale, à Bruxelles, le 29 juillet. Diplomatiquement, le calcul était exact. Humainement, il ne l'était pas, pour deux raisons. La première est que le gouvernement n'avait pas réellement d'intentions pacifiques. Au moment où le tsar se laisse aller de plus en plus à sa folie guerrière, au moment où il se livre à ses rêves panslavistes (soutien à la Serbie, hégémonie sur les Détroits), Viviani et Poincaré, loin d'esquisser le moindre geste pour le retenir, lui font savoir quotidiennement que l'alliance russe tient toujours et qu'il peut compter sur l'appui total de la France. Pour faire illusion au groupe socialiste, on fait semblant de l'informer de tout ce qui se passe, mais en réalité, on lui dissimule, par exemple, la nouvelle de la mobilisation russe ! La seconde raison est que cette attitude d'expectative émoisse la combativité ouvrière. Au moment où on devrait la préparer à la grève générale (motion votée quinze jours avant), la tenir prête à toute éventualité, on a avant tout le souci de ne pas gêner le gouvernement dans ses efforts, alors qu'il

faudrait, au contraire, lui faire peur, menacer sa mobilisation. C'est ainsi que le Parti n'accepte même pas de s'associer aux diverses manifestations de la C.G.T.

Cependant, au bout de quelques jours, Jaurès semble comprendre qu'il n'y a plus rien à espérer de la diplomatie, et qu'il va falloir jouer une autre carte, celle de l'action autonome du prolétariat. Déjà, le mercredi 29 juillet, à Bruxelles, dans un grand meeting (ce sera son dernier discours !), il déclare : « Quant à nous, c'est notre devoir d'insister pour que notre gouvernement parle avec force à la Russie, de façon qu'elle s'abstienne. Si, par malheur, la Russie n'en tenait pas compte, notre devoir est de dire : nous ne connaissons qu'un traité, le traité qui nous lie à la race humaine ! Le jeudi 30, la Russie mobilise ! Le vendredi 31, en réponse, on apprend que l'Allemagne vient de proclamer l'état de danger de guerre. Jaurès sent la grande duperie. Il commence à la dénoncer. Dans les couloirs de la Chambre, il interpelle vivement Malvy, ministre de l'Intérieur : « La France est-elle la vassale de la Russie ? Va-t-elle se laisser entraîner par elle dans la guerre ? » Dans la salle des Quatre-Colonnes, de nombreux journalistes sont réunis. Il cherche à émouvoir par eux l'opinion publique. Il s'écrie : « Aurons-nous à faire la guerre parce qu'on n'a pas tenu la promesse faite par d'Aerenthal à Isvolsky de lui donner, à titre de pourboire, 40 millions pour l'arrangement de l'Autriche au sujet de la Bosnie-Herzégovine ? Est-ce pour cela que nous allons répandre le sang des peuples d'Europe ? » Dans la soirée, il veut tenter encore un effort. Il conduit une délégation du groupe socia-

liste au Quai d'Orsay. Viviani n'est pas là. C'est le sous-secrétaire d'Etat Abel Ferry qui reçoit la délégation. Il demande à Jaurès ce que comptent faire les socialistes en face de la situation. Jaurès répond : « Continuer notre campagne contre la guerre. » Abel Ferry réplique : « C'est ce que vous n'oserez pas, car vous seriez tué au prochain coin de rue ! Jaurès n'est pas homme à se soucier, surtout en pareil moment, des dangers ni des menaces. Il s'apprête à écrire son article pour l'« Humanité » du lendemain. D'après tout ce qu'on peut savoir, cet article sera un acte décisif. Il dénoncera sans doute les intrigues, les mensonges qui ont mis le monde au seuil de la guerre. « Notre pauvre ami, écrira Cachin le lendemain, devant lui-même reprendre... le point de vue qu'il venait de défendre devant les ministres impuissants ou aveuglés. Il devait à cette table du journal écrire l'article décisif par lequel aurait été dégagee la responsabilité de notre Parti. »

Qui peut mesurer les répercussions d'un pareil article en pareil moment ? Qui peut estimer la force d'un appel suprême de Jaurès aux masses ouvrières ? Mais l'article ne sera jamais écrit. Au bon moment, Jaurès est assassiné... La bourgeoisie se devait vraiment d'acquiescer son assassin.

Le même jour, Malvy avait eu des contacts avec des dirigeants syndicalistes. Il avait promis de ne pas appliquer les arrestations prévues par le carnet B, si on lui assurait que rien ne serait tenté pour saboter la mobilisation. Personne ne fut arrêté, la mobilisation ne fut pas sabotée, des sursis d'appel furent distribués. Mais ceci est une autre histoire...

MARS.